



LA COMMUNICATION DES INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES DANS UNE ÉCONOMIE EN DÉVELOPPEMENT

THE DIVULGATION OF ACCOUNTING AND FINANCIAL INFORMATION IN A DEVELOPING ECONOMY

NGASSA Martin¹, KUEDA WAMBA Berthelo², TIONA WAMBA Joseph Herman³

¹ Université de Yaoundé 2 Soa, Cameroun ; ² Université de Bamenda, Cameroun ; ³ Université de Douala, Cameroun.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15436645>

Résumé : L'objectif principal de ce papier réside dans l'étude du comportement des entreprises au Cameroun face à l'épineux sujet de communication des informations comptables et financières. Dans cette optique, un questionnaire a servi d'instrument de collecte des données auprès de 72 entreprises opérantes dans les régions de l'ouest et du Littoral. À travers des statistiques descriptives, constat est fait selon lequel la probabilité pour une entreprise d'accorder de l'importance aux informations comptables et financières est de 78%. Aussi, 50 % des entreprises de l'échantillon produiraient de des ICF de bonne qualité. Il se dégage de la régression logistique ordinaire que le niveau de communication des ICF est fonction du type de formation, de l'expérience, de l'âge et du genre du dirigeant, de même que le profil du chef comptable. De plus, les facteurs de contingence structurelle (taille, performance de l'entreprise) sont également des facteurs explicatifs du niveau de communication des ICF. Toutefois, la présence de l'actionnariat institutionnel et la propriété managériale n'expliquent pas le niveau de communication des ICF dans le contexte du Cameroun. Ces résultats permettent de comprendre que les entreprises doivent mettre un accent dans le recrutement de leurs mandataires sociaux de même que les acteurs en charge de la pratique de la comptabilité.

Mots clés : Communication des ICF, Facteurs de contingence, Structure de propriété, Économie en développement.

Abstract : This paper studies of the behavior of companies in Cameroon relative to the communication of accounting and financial information. As such, a questionnaire served as data collection tool. The data was collected from 72 companies operating in the western and Littoral regions. From the descriptive statistics derived, it is observed that the probability for a company to attach importance to accounting and financial information is 78%. More so, 50% of the

targeted companies produce accounting and financial information of good quality. It emerges from the ordinal logistic regression that the level of communication of accounting and financial information depends on the type of training, experience, age and gender of the manager, as well as the profile of the chief accountant. In addition, structural contingency factors (firm size and performance) are also explanatory factors of the level of communication of accounting and financial information. However, the presence of institutional shareholding and managerial ownership do not explain the level of communication such information in the Cameroonian context. These results make it possible to understand that companies must place emphasis in the recruitment of their corporate officers as well as the actors in charge of the practice of accounting.

Keywords: Communication of Accounting and Financial Information, Contingency factors, Ownership structure, Developing economy.

1. Introduction

Les banqueroutes retentissantes des entreprises, observées dans les environnements juridiques divers, et depuis belle lurette, ont renvoyé au-devant de la scène les débats sur l'information comptable et financière communiquée par les producteurs aux différents utilisateurs. Pourtant, Schatt (2001) martèle qu'il est difficile de nier le rôle considérable joué par l'information comptable dans le processus d'allocation des ressources et, par conséquent, dans le fonctionnement de nos sociétés. De ce fait, la question de la communication des informations comptables et financières mérite une attention louable et légitime. En effet, la stabilité et la prospérité du monde économique reposent sur une sécurité financière qu'il convient d'organiser. De plus, la globalisation des marchés et ses nombreuses conséquences conduisent les entreprises en générale et les PME en particulier, à évoluer dans un espace vigoureusement concurrentiel et changeant.

Dans un tel contexte, mouvant et contingent, il semble que les habitudes des dirigeants, centrées sur la seule réactivité organisationnelle soit insuffisante pour une position concurrentielle car, la flexibilité occupe une place centrale (Njambou et Sassine, 2014). Il est cher pour Njambou et Sassine (2014) la nécessité, dans cette perspective, d'identifier et mettre en œuvre les ressources susceptibles de créer et maintenir cette ductilité. Pour cela, disposer d'une équipe dirigeante dont le profil est conforme et porteur de projet serait louable. Ceci dans la mesure où le profil des dirigeants semble jouer un rôle d'autant plus déterminant qu'il destine de mobiliser les ressources conséquentes, de projeter l'entité dans son avenir en développant une vision stratégique. En référence à Ngongang (2007), plusieurs PME souffrent traditionnellement d'une carence au niveau des outils de gestion utilisés. Ce qui explique les difficultés financières (Feudjo et Tchankam, 2012 ; Nguena 2013)¹ donc elles font l'œuvre et la faillite de plusieurs (Ngongang, 2007 ; INS, 2016). Sous la pression de la concurrence, on constate pour le regretter une faible utilisation des outils formels de gestion pour multiples raisons : culturelles et institutionnelles. En effet, les dirigeants des PME accorderaient plus d'importance à leur intuition qu'à une analyse formelle pour prendre des décisions (Ngongang, 2007). Cet auteur constate dans son étude que le niveau de production et d'utilisation des informations comptables est moyen dans les 84 entreprises qui constituent l'échantillon. Selon l'Institut National de la Statistique (INS), « ... il apparaît que le fait pour un dirigeant d'avoir un diplôme inférieur au BAC accroît la probabilité de décès de l'entreprise de près de 12%, contre 7,5% lorsque le dirigeant a un diplôme équivalent au BTS ou la LICENCE » (Investir Cameroun du 19 novembre 2019). Ce constat de l'INS confirme le rôle clé reconnu à l'éducation et plus généralement à la formation en matière de développement de l'entrepreneuriat et plus précisément la communication comptable. Dans le même sillage, il était apparu au journal « Le Quotidien de l'ECONOMIE » du Vendredi 27 avril 2018, que 51% des chefs d'entreprises au Cameroun n'ont pas le BEPC. Ce qui peut néanmoins laisser une tâche d'huile sur la faible communication comptable constatée depuis 2009 par l'INS.

Il se dégage de Bagdi (2015) que le profil des dirigeants détermine la performance, la survie et la pérennité de la PME. L'étude de Gueguen (2010) stipule que lorsque l'entreprise est jeune, le profil du dirigeant peut permettre de

¹ Ainsi, une lecture globale des résultats de ces études stipule qu'une fine proportion d'entités au Cameroun (en moyenne 20%) obtient le crédit bancaire. A noter que les rapports publiés par le Financier d'Afrique (2015) confirme ces phénomènes.

comprendre le développement, voir la croissance de l'entreprise dans le temps. Toutefois, il est méritoire de préciser que la pérennité d'une entité passe par une bonne communication des informations comptables. Laquelle communication permettra aux différentes parties prenantes de prendre des décisions relatives à l'exploitation de l'entreprise. Ainsi, il est légitime de préciser qu'on enregistre dans les usages un fort niveau de faillites d'entreprises dans les pays d'Afrique Subsaharienne et plus précisément au Cameroun. Selon l'INS, la quasi-totalité (environ 95%) des entités répertoriées en 2009 avaient cessées leur activité avant 2014. Ce qui permet de situer le taux global de cessation d'activités à près de 36% (Investir au Cameroun du 18 novembre 2019). Cette statistique de l'INS destine de comprendre que la question de l'actionnariat, caractéristique primordiale des entités au Cameroun, mérite une attention aigüe. Et ceci du fait des enseignements qui ont été tirés des scandales d'entreprises, ayant bouleversé le monde des affaires (Bimeme, 2019). Il est de ce fait digne pour Bimeme (2019) que les débats sur la géographie du capital ont pris diverses mesures visant à renforcer les cadres règlementaires dans ce domaine, afin de rétablir la confiance entre parties prenantes et d'accroître la transparence et la responsabilité des entreprises.

Toutefois, on note de Sangue (2011) que l'actualité économique révèle que les irrégularités et les fraudes de l'information comptable et financière sont du ressort de l'actionnariat. En référence à Bimeme (2019), ces aspérités et falsifications conduisent, au spectre de perte de confiance et de fermeture de certaines entreprises. Les cas les plus révélateurs au Cameroun sont ceux de COFNEST, CITEF, CHRONOPOST, SOBAT etc. De plus, les études faites par le GICAM en 2012 sur le comportement de l'actionnariat au Cameroun, ont montré que près de 46% d'entreprises ne communiquent pas entièrement leurs informations comptables et financières lors des déclarations statistiques et fiscales. Ce qui explique les conflits d'intérêts entre ces entreprises et l'administration fiscale. Le rapport de l'INS (2009) faisait mention du fait que moins de 20% des entités au Cameroun produisent les informations comptables telles que recommandé par le Système Comptable en vigueur. Toutefois, une étude de Ngassa et Kueda (2019) martèle que les PME au Cameroun produisent des informations comptables pour leur prise de décision quotidienne. Eut égard des faits évoqués, la problématique de communication des informations comptables et financières mérite une attention légitime et constitue de fait, l'un des sentiers non suffisamment battus dans les préoccupations des recherches en matière de bonne gouvernance d'entreprise au Cameroun.

Cette étude se propose d'apporter des explications sur la relation entre les facteurs de contingence (comportementales et structurelles), la gouvernance (structure l'actionnariat) et la communication des informations comptables et financières dans les entreprises au Cameroun. Contexte dans lequel le tissu économique est dominé à 99,8% des PME et à 89% de type familiale (INS, 2016). Ainsi, la prédominance de cette catégorie d'entité légitime une telle recherche.

Ce rendu de cette étude est organisé de la manière suivante : tandis que la première partie décrit le cadre théorique de la communication des informations comptables et le développement des hypothèses de la recherche, les aspects d'ordre méthodologiques occupent la deuxième partie. La troisième partie expose et discute des principaux résultats issus de l'analyse. Enfin, la conclusion et les commentaires seront proposés.

2. Du cadre théorique aux facteurs déterminants de la communication des ICF

2.1. La communication des ICF : une explication à la lumière des théories

La Théorie du Signal (TS), élaborée par Leland et Pyle (1976) et Ross (1977), est un courant étudiant l'influence des ICF sur l'utilité décisionnelle. Via les signaux, l'entreprise communique sa performance et ses perspectives avenir. Cette théorie fournit un cadre explicatif qui étudie les systèmes d'incitation conduisant les dirigeants à communiquer de vrais signaux afin de contraindre ceux moins performantes à faire recours aux pareils signaux pour présenter une apparence trompeuse de la santé de la firme. Sous le soubassement de la divergence d'intérêts et des asymétries informationnelles caractérisant les entreprises, la communication des ICF constitue un outil de contrôle et un dispositif de protection des actionnaires et autres parties prenantes, contre le degré de délinquance managériale des dirigeants. Dans le même sillage, il ne manque pas qu'elle contribue à la réduction des coûts d'agence (Jensen et Meckling, 1976).

La Théorie de la Contingence (TC), formulée sous les racines des travaux de Wood-Ward (1965) et Lawrence et Lorsh (1967), stipule qu'il existe une seule bonne façon de faire les choses. En effet, les théoriciens de cette école construisent

leurs postulats via les questions ci-après : pourquoi une entité est performante alors qu'une autre, d'activité identique, ne l'est pas. Ainsi, les facteurs de contingences sont des caractéristiques évolutives qui influencent les actions et décisions des entreprises. Toutefois, dans le cadre de la communication des ICF, les caractéristiques de l'entité et des acteurs de gestion influencent sur le niveau de celle-ci. Yves et al. (1980) signalent que la communication des ICF est fonction des facteurs de contingence structurelle (la taille, l'endettement de l'entité) et de contingence comportementale (facteurs liés aux dirigeants et comptables).

2.2. Les facteurs déterminants de la communication des ICF : un recentrage d'opérationnalisation empirique

De la littérature, plusieurs variables ont été identifiées comme facteur de communication des ICF.

2.2.1. Le profil du dirigeant comme facteur clé de la communication des ICF

Le profil du dirigeant, donc les soubassements se situent dans les théories de contingence, constitue une variable déterminante dans la communication des ICF. En effet, le dirigeant a tendance à être au centre du système de gestion et à influencer via sa vision (Marchesnay, 1991). De ce fait, il convient de préciser qu'outre la gérance, le dirigeant doit également communiquer les ICF. Cet aspect est à l'origine de l'idéologie de Cotteret (2000) pour qui « *l'Homme qui sait penser et ne sait exprimer ses pensées n'est différent de celui qui ne sait penser* ». A sa suite, Blondel (2004) déclare qu'être un bon dirigeant est insuffisant, car, communiquer constitue également la partie immergée de l'iceberg. Il se dégage des études de Forker (1992), Adams (1997) et Michailenco (1998), Moumeni et Fokou (2019) que l'influence du dirigeant sur la diffusion des ICF est plus grande qu'il possède une expérience ainsi qu'une formation particulière. En outre, Chapelier (1994 ; 1997) fait mention que la formation et but, l'expérience, l'âge et le type de formation du dirigeant influencent les pratiques comptables. Ces résultats ont également été confirmés par Moumeni et Fokou (2019). Néanmoins, ces auteurs trouvent dans le cadre de leur étude une relation négative entre le niveau d'étude et l'intérêt accordé aux informations comptables et financières. Ainsi, dans l'alternative que les facteurs de contingence comportementales influent les pratiques comptables, ils devraient également avoir un impact sur le système d'information comptable de l'entité et par défaut, sur la communication des ICF. L'idée ici est destinée à vérifier si *le profil du dirigeant a une influence sur le niveau de communication des ICF*. D'où les hypothèses ci-après.

H₁ : le type de formation du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₂ : l'expérience du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₃ : l'âge du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₄ : le genre du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₅ : le niveau d'étude du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.

Toujours dans le cadre de cette étude, nous envisageons également vérifier si *le profil du chef comptable a une influence sur le niveau de communication des ICF*. Ceci découlant du fait que plusieurs études ayant mis en exergue les facteurs de contingence comportemental ont toujours signalé comme limite l'absence desdits facteurs propres aux comptables, s'appesantissant toujours et uniquement sur le dirigeant. En effet, un chef comptable, disposant du profil adéquat peut d'une manière ou d'une autre influencer le niveau de communication comptable de l'entreprise. D'où les hypothèses ci-après :

H₆ : le type de formation du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₇ : l'expérience du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₈ : l'âge du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₉ : le genre du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.

H₁₀ : le niveau d'étude du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.

2.2.2. La communication des ICF : une explication des facteurs contextuels à l'entité

La taille de l'entité constitue une autre variable déterminante dans la communication des ICF. En effet, plusieurs études confirment l'effet positif de la taille de l'entité sur le niveau de communication (Lang et Lundholm, 1993 ; Kasznik et al., 2001 ; Moumeni te Fokou, 2019). En effet, en référence à la théorie de l'agence de Jensen et Meckling (1976), les grandes entreprises se caractérisent par une forte asymétrie d'information entre partenaires. Celle-ci engendrant de ce fait des coûts d'agence relativement élevés. Ainsi, disposant de ressources très importantes pour l'élaboration des ICF, les coûts y relatifs sont faibles du fait de l'économie d'échelle. Il ressort de Raffournier (1995) que les grandes entreprises qui publient les ICF supportent des faibles coûts, contrairement aux entités de petite taille. L'étude de Ettredge et al. (2002) se situe dans le même ordre d'idée que celles de Lang et Lundholm (1993) et de Kasznik et al. (2001). Cependant, ces différents aspects n'ont pas fait l'unanimité. C'est ainsi qu'il se dégage de l'étude de Tikire et al. (2013) que la taille de l'entreprise est faiblement liée au délai de publication.

Dans le cadre de la relation d'agence entre les dirigeants et les actionnaires telle qu'évoqué par Jensen et Meckling (1976), l'agent doit communiquer aux actionnaires et autres parties prenantes, les informations traduisant une image fidèle de la situation financière, du résultat, ainsi que du patrimoine de l'entreprise à travers les états financiers. La communication de ces informations permet de juger si les dirigeants se sont acquittés fidèlement du mandat qui les lie aux actionnaires (Gélard, 2009), et permet également de réduire le risque de la transaction entre les différentes parties prenantes. Dans la littérature, il existe des positions mitigées relative à la relation entre la performance de l'entreprise et communication des ICF. Il se dégage de Singhvi et Desai (1971) que plus l'entreprise est performante, le niveau de publication des ICF est élevé. En effet, la Théorie du signal stipule que les entités performantes diffusent plus d'informations afin de se distinguer des moins performantes (Grossman et hart, 1980). Ce qui correspond aux prescriptions de Foster (1986). Miller et Piotroski (2000) montrent dans leur étude que les entreprises performantes offrent régulièrement de résultats prématurés à leurs investisseurs afin de bénéficier de l'accroissement de la valeur de l'entreprise. A leurs suite, Mauldin et Richtermeyer (2004) dégagent que le niveau de divulgation des rapports annuels augmente avec le niveau de performance comptable. Par contre, Raffournier (1991) et Bertrand (2000) montrent que la réalisation des faibles performances conduit les entreprises à améliorer leurs communications. Toutefois, Ettredge et al. (2002), Oyelere et al. (2003) et Xiao et al. (2004) ne trouvent aucunement de relation entre la performance et la communication des ICF. De ce fait, nous préconisons que :

H₁₁ : la taille de l'entité influence le niveau de communication des ICF.

H₁₂ : la performance de l'entreprise influence le niveau de communication des ICF.

2.2.3. La structure de propriété des entreprises à l'aune de la communication des informations comptables

Le processus de communication d'informations comptables et financières est entaché des velléités actionnariales. Ce qui a fait l'objet des faillites de certaines entreprises privées comme Crédit Mutuel en janvier 2019 et Santana en 2014 (Bimeme, 2019). En référence à la théorie d'agence de Jensen et Meckling (1976), le problème de communication des ICF met en évidence des conflits d'intérêts qui existent entre l'entreprise et les différentes parties prenantes. Ainsi, les actionnaires institutionnels possèdent un accès privilégié à l'information et exercent en conséquence un contrôle plus efficace sur sa communication. Ils peuvent donc mieux apprécier les performances des dirigeants, en les comparant notamment à celles des autres entreprises du secteur pour lesquelles ils possèdent des informations (Hanan Ben, 2010, Mishari & Alfraih, 2017 ; Lin and Fu, 2017 ; Mitsuru and Hajime, 2015 ; Alexiou et al. 2021 ; Hong and Linh, 2023). Ces actionnaires peuvent fournir à l'entreprise une partie des ressources financière dont elle a besoin au travers des prêts bancaires ou d'autres types de crédits. Plus leur part dans le financement de l'entreprise est importante, plus ils sont incités à contrôler les dirigeants pour préserver leurs intérêts et plus leur influence sur la gestion de la firme est forte. Les résultats des études menées sur la question montrent que la propriété institutionnelle peut dissuader le recours aux accruals discrétionnaires (Cheng et Reitenga, 2001 ; Chung et al., 2002 ; Benkraiem (2007 ; Chen et al. 2022 ; Abedin et al. 2022). Selon une étude conduite par Djoutsa et al. (2014), l'actionnariat institutionnel exerce des contraintes et influence la communication des informations comptables et financières dans les entreprises. Ceci dans le but de contribuer à la création de la valeur. Ce qui permet de comprendre que l'actionnariat institutionnel destine à

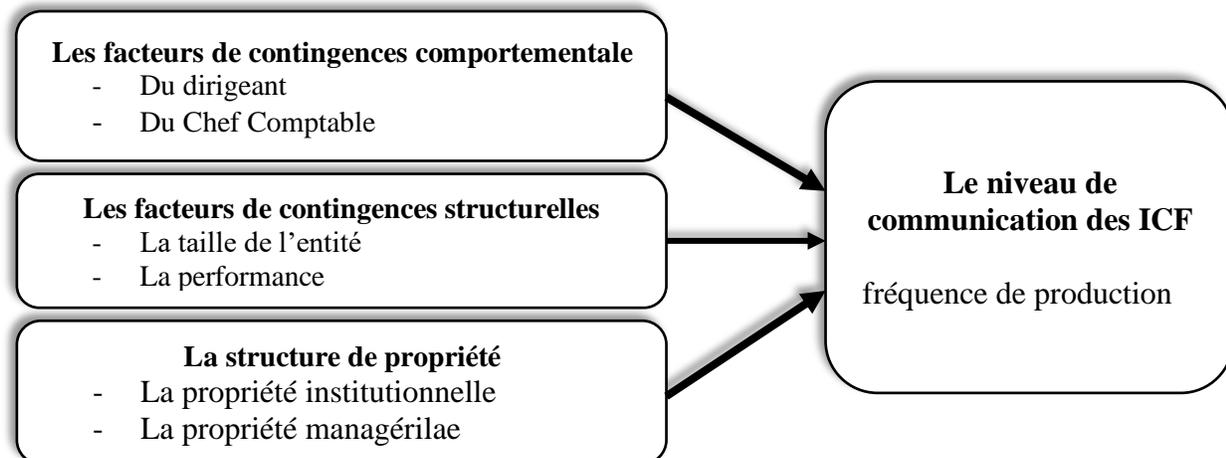
atténuer les conflits d'intérêts liés à la communication des informations comptables et financières. Non seulement Hanen Ben (2010) trouve qu'il existe une relation négative entre la propriété institutionnelle et la gestion des résultats, il se dégage de Bimeme (2019) que l'actionnariat institutionnel a une influence positive sur la communication des informations comptables et financières.

Selon Zéghal et al. (2005), un dirigeant détenant une portion élevée du capital a peu d'intérêt à présenter certains comportements opportunistes préjudiciables pour le patrimoine de la société. De plus, l'influence des dirigeants ne peut être prise en compte que si ces derniers agissent aussi dans l'intérêt des autres partenaires, parce que les décisions qu'ils prennent ont des incidences directes sur l'entreprise (Marsal et Bouais, 2007). En outre Ben et Bonjenoui (2006), objectent que la communication des informations comptables et financières dans les entreprises présente des facteurs spécifiques au secteur d'activité et explique plus les choix stratégiques pouvant permettre aux dirigeants d'influencer pour leurs profits. Toutefois, tandis que Sangué (2011) montre que l'actionnariat veille sur la communication des informations comptables et financières, Bimeme (2019) trouve que la propriété managériale influence négativement la communication des informations comptable et financières. De ce fait, nous formulons les hypothèses suivantes :

H₁₃ : la présence de l'actionnariat institutionnel influence le niveau de communication des ICF.

H₁₄ : la propriété managériale influence le niveau de communication des ICF.

Figure 1 : Le modèle schématique de notre étude



Source : auteurs

3. Cadre méthodologique de l'étude de la communication des ICF

Le dispositif empirique de cette étude se décline sur quatre éléments majeurs : la constitution de l'échantillon, du modèle économétrique, l'opérationnalisation des variables et la présentation d'outils statistiques d'analyse des données.

3.1. La construction de l'échantillon

Notre étude porte sur les entreprises au Cameroun. Cependant, nos enquêtes se sont limitées dans les régions du Littoral et de l'Ouest pour la simple raison que nos différentes cibles s'y trouvent. Pour la collecte des données, un questionnaire a été conçu et administré aux mois d'avril à septembre à 110 entreprises. Sur les 110 entreprises sélectionnées, nous avons reçus 85 et 72 ont effectivement été exploités.

3.2. Le modèle économétrique de l'étude et l'opérationnalisation des variables

Pour analyser l'effet des facteurs de contingences et la structure de propriété sur la communication des chiffres comptable, le modèle économétrique général est de la forme : $COM_ICF = \beta_0 + \sum_{i=1}^n \beta_i X_i + \mu$ (1) avec β_0 le terme constant ; β_i le coefficient de la régression ; X_i les variables de l'étude et μ le terme d'erreur.

De ce fait, nous avons trouvé fertile, qu'en prélude à l'explication du niveau de communication, de déterminer le niveau d'importance accordé aux informations comptables par les dirigeants d'entreprises. De ce fait, nous captions le niveau d'importance accordé aux informations comptables (Moumeni et Fokou, 2019) au travers de 4 items. La méthode des scores est utilisée en vue de déterminer le Niveau d'Importance Accordé aux ICF (NIA_ICF). La faible ou la forte importance seront déterminées à partir de la distribution des scores globaux autour de la moyenne. Ainsi, pour les valeurs situées en dessous de la moyenne, on dira que le dirigeant accorde un faible niveau d'importance, et pour celles supérieures à la moyenne, le dirigeant accorde un fort niveau d'importance. Nous avons également vérifié le niveau de qualité de la communication comptable qui est mesurée via trois indicateurs en vue de corriger certaines limites constatées dans les études de Foka et al. (2018), Fossung et Magang (2019) et Kueda et al. (2020) et Foka et al (2023), ou la qualité des informations comptable était mesurée au travers de deux indicateurs à savoir : corrections recommandées par les auditeurs et l'ajustement fiscal. Le troisième indicateur utilisé étant le respect des délais de publications. De ce fait, la méthode appliquée pour déterminer le niveau d'importance accordé aux informations comptable a également été appliquée. Ceci en vue de déterminer le niveau de qualité de la communication comptable (NQC_COM).

Au paroxysme de cette première étape, nous vérifions l'influence des facteurs de contingence et la structure de propriété de propriété sur le niveau de communication des ICF (NIV_COM). Cette variable est mesurée au travers de deux indicateurs : la fréquence de production des états financiers et le délai de production (des états financiers et DSF) avec comme soubassement les travaux de Tikire et al. (2013) ; Bimeme (2019) Moumeni et Fokou (2019). Ce modèle général se présente ainsi qu'il suit :

$$NIV_COM = \beta_0 + \beta_1 FOR_DIR + \beta_2 EXP_DIR + \beta_3 AGE_DIR + \beta_4 GEN_DIR + \beta_5 NIV_DIR + \beta_6 FOR_CCO + \beta_7 EXP_CCO + \beta_8 AGE_CCO + \beta_9 GEN_CCO + \beta_{10} NIV_CCO + \beta_{11} TAI_ENT + \beta_{12} PER_ENT + \beta_{13} PPT_INS + \beta_{14} PPT_MAN + \beta_{15} END_ENT + \beta_{16} SIT_DIR + \beta_{17} REL_DIR + \beta_{18} AGE_ENT + \beta_{19} SEC_ACT + \mu$$
 (2)

L'opérationnalisation des variables est présentée dans le tableau ci-après

Tableau : L'opérationnalisation des variables

Variables	Définition	Items	Échelles de mesure	Auteurs
Variables dépendantes				
NIV_COM	Niveau de Communication des ICF	Fréquence de publication	Périodicité de publication des ICF dans l'année	Tikire et al. (2013) ; Bimeme (2019)
Variables indépendantes				
FOR_DIR	Type de formation du dirigeant	Type de formation	1=gestionnaire 2=non gestionnaire	Forker (1992) Adams (1997) Michailescu (1998) Chapelier (1994; 1997) Ngongang (2005)
EXP_DIR	Expérience du dirigeant	Durée au poste	1 = Moins de 3 ans 2 = Entre 3-6 ans 3 = Entre 6-10 ans 4 = Plus de 10 ans	
AGE_DIR	Âge du dirigeant	Âge du dirigeant	1 = Moins de 30 ans 2 = Entre 30-45 ans 3 = Entre 45-60 ans 4 = Plus de 60 ans	
GEN_DIR	Genre du dirigeant	Genre du dirigeant	1=homme 2=femme	
NIV_DIR	Niveau d'étude du dirigeant	Niveau d'étude	1 = primaire 2 = secondaire 3 = BAC+3 4 = BAC+5 5 = Doctorat	
FOR_CCO	Type de formation du chef comptable	Type de formation	1=gestion 2=autres	
EXP_CCO	Expérience du chef comptable	Durée au poste	1 = Moins de 3 ans 2 = Entre 3-6 ans 3 = Entre 6-10 ans 4 = Plus de 10 ans	

AGE_CCO	Âge du chef comptable	Âge du chef comptable	1 = Moins de 30 ans 2 = Entre 30-45 ans 3 = Entre 45-60 ans 4 = Plus de 60 ans	
GEN_CCO	Genre du chef comptable	Genre du chef comptable	1=homme 2=femme	
NIV_CCO	Niveau d'étude du chef comptable	Niveau d'étude du chef comptable	1 = primaire 2 = secondaire 3 = BAC+3 4 = BAC+5 5 = Doctorat	
PPT_INS	Propriété institutionnelle	Présence d'actionnaire institutionnel	1=oui 2=non	Hanen Ben (2010), Bimeme (2019), Kueda et al (2020)
PPT_MAN	Propriété managériale	Participation du dirigeant au capital	1 = Moins de 25% 2 = Entre 25-50% 3 = Entre 50-75% 4 = Plus de 75%	Bimeme (2019)
PER_ENT	Performance de l'entité	Variation du résultat	1=à la hausse 2=à la baisse 3=stable	Feudjo (2009)
TAI_ENT	Taille de l'entreprise	Effectif du personnel	1 = inférieur ou égale à 20 ; 2 = entre 21-100 3 = plus de 100	Ettredge et al. (2002)
Variables de contrôle				
END_ENT	Endettement de l'entreprise	Niveau d'endettement	1=élevé 2=faible 3=stable	
AGE_ENT	L'âge de l'entreprise	L'âge de l'entreprise	1 = Moins de ans 2 = Entre 5-10 ans 3 = Entre 10-15 ans 4 = Plus 15 ans	
SEC_ACT	Le secteur d'activité	Le secteur d'activité	1 = Primaire 2 = Secondaire 3 = Tertiaire 4 = Mixte	Holmes et Nicholls (1988)
REL_DIR	Religion du dirigeant	Religion du dirigeant	1 = catholique 2 = protestant 3 = Musulman 4 = non chrétien 5 = autre	
SIT_DIR	Situation matrimoniale	Situation matrimoniale du dirigeant	1=Marié(e) 2=Célibataire 3=Veuf/Veuve	

Source : auteurs

4. De l'analyse des données à l'explication de la communication des informations comptables dans une économie en développement

Cette section est axée sur les résultats de cette étude. Nous présentons à tour de rôle, les résultats de l'analyse descriptive et explicative obtenue via la régression logistique ordinaire.

4.1. Résultats de l'analyse descriptive

4.1.1. Caractéristiques des répondants

Les résultats des statistiques descriptives permettent de comprendre 66.7 % des répondants sont des DG, DGA, Chef Comptable, Comptables et DAAF contre 33.3% qui occupent les autres positions dans ces entreprises. Ces acteurs du processus comptables sont en majorité des hommes (56.9%) contre 43.1 de femmes. En sus, on constate que 86.1% disposent d'un niveau d'étude du supérieur contre 13.9% du niveau secondaire.

4.1.2. Description des entreprises de l'échantillon

Les analyses révèlent que les entreprises de l'échantillon existent depuis plusieurs années. En effet, 34.7% existent depuis plus de 15 ans, 11.1 ont entre 11 et 15 ans d'âge, 37.5% se situent entre 5 et 10 ans contre 16.7% qui ont moins de 5 ans de vie. Ces entités opèrent dans tous les secteurs d'activités. On note de fait que 5.6% sont du secteur primaire, 25% opèrent dans l'industrie, 47.2% appartient au secteur tertiaire contre 22.2% qui vient du secteur mixte. En sus, ces entreprises sont en majorité des sociétés anonymes (50%) contre 31.9% des SARL et 18.1% d'autres formes juridiques. Il convient également de mentionner que 50% de ces entreprises sont des moyennes entreprises contre 50% de grandes entreprises. Dans 51.4% de ces entreprises, le DG dispose des actions et les actionnaires institutionnels sont présents dans 54.2% des entités de l'échantillon.

4.1.3. Comportement des entreprises de l'échantillon en matière d'information comptable et financière

La figure 2 ci-contre présente une statistique de distribution concentrée vers la droite. Cette distribution permet de comprendre que la probabilité pour une entreprise de l'échantillon prise au hasard de disposer d'un fort niveau d'importance accordé aux informations comptables et financières est de 78%. De même, la figure 3 présente une statistique de distribution concentrée à niveau égal entre la droite et la gauche. Cette distribution permet de comprendre que pour une entreprise de l'échantillon prise au hasard, la probabilité qu'elle ait produit des ICF de bonne qualité est de 50%.

Figure 2 : Importance accordée aux ICF

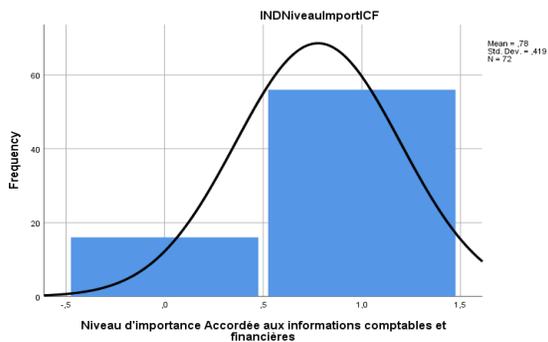
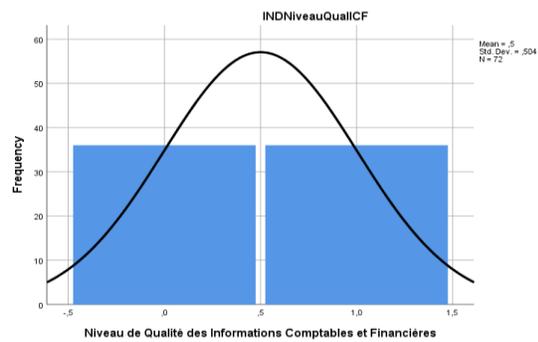


Figure 3 : Qualité des ICF



Source : SPSS

4.2. Présentation des résultats de l'analyse explicative et discussion

Dans cette partie, nous présentons les résultats de la régression logistique ordinaire de même que la discussion des résultats.

Tableau 1 : Les paramètres du modèle

		Estimate	Std. Error	Wald	df	Sig.
Seuil	[freqpubetat = Annuel]	26,151	7,739	11,419	1	,001
	[freqpubetat = Semestriel]	27,955	7,856	12,664	1	,000
	[freqpubetat = Mensuel]	31,755	8,190	15,033	1	,000
Emplacement	[Type de formation du DG =Gestion]	11,163	3,509	10,122	1	,001
	[Type de formation du DG =non-Gestion]	0 ^a	.	.	0	.
	[Expérience du DG =Moins de 5 ans]	10,494	3,368	9,710	1	,002
	[Expérience du DG =Entre 5 et 10 ans]	9,779	2,741	12,723	1	,000
	[Expérience du DG =Entre 11 et 15 ans]	15,976	4,933	10,491	1	,001
	[Expérience du DG =Plus de 15 ans]	0 ^a	.	.	0	.
	[Age du DG= Moins de 30 ans]	-13,365	6,200	4,647	1	,031
	[Age du DG = Entre 30-45 ans]	-11,466	4,112	7,777	1	,005
	[Age du DG = Entre 45-60 ans]	-8,160	2,868	8,094	1	,004
	[Age du DG = Plus de 60 ans]	0 ^a	.	.	0	.
	[Genre du DG=homme]	4,409	1,882	5,488	1	,019
[Genre du DG =femme]	0 ^a	.	.	0	.	
[Niveau d'étude du DG=Primaire]	17,417	7,849	4,924	1	,026	
[Niveau d'étude du DG =Secondaire]	4,839	2,811	2,963	1	,085	

[Niveau d'étude du DG =BACC+3]	9,924	2,955	11,279	1	,001
[Niveau d'étude du DG =BACC+5]	,355	1,696	,044	1	,834
[Niveau d'étude du DG =Doctorat]	0 ^a	.	.	0	.
[Type de format du Chef Comptable=Gestion]	-10,070	3,521	8,179	1	,004
[Type de format du Chef Comptable =Non-gestion]	0 ^a	.	.	0	.
[Expérience du Chef Comptable =Moins de 5 ans]	-11,380	3,689	9,516	1	,002
[Expérience du Chef Comptable =Entre 5 et 10 ans]	-8,287	2,767	8,968	1	,003
[Expérience du Chef Comptable =Entre 11 et 15 ans]	-1,690	2,763	,374	1	,541
[Expérience du Chef Comptable =Plus de 15 ans]	0 ^a	.	.	0	.
[Age du Chef Comptable = Moins de 30 ans]	5,895	3,117	3,578	1	,059
[Age du Chef Comptable = Entre 30-45 ans]	11,574	3,137	13,612	1	,000
[Age du Chef Comptable = Entre 45-60 ans]	14,602	4,373	11,148	1	,001
[Age du Chef Comptable = Plus de 60 ans]	0 ^a	.	.	0	.
[Genre du Chef Comptable =homme]	7,103	2,102	11,415	1	,001
[Genre du Chef Comptable =femme]	0 ^a	.	.	0	.
[Niveau d'étude du Chef Comptable =Primaire]	-15,837	7,190	4,852	1	,028
[Niveau d'étude du Chef Comptable =Secondaire]	-2,226	3,131	,505	1	,477
[Niveau d'étude du Chef Comptable =BACC+3]	5,262	2,248	5,479	1	,019
[Niveau d'étude du Chef Comptable =BACC+5]	-5,380	2,056	6,846	1	,009
[Niveau d'étude du Chef Comptable =Doctorat]	0 ^a	.	.	0	.
[Performance de l'entreprise=A la hausse]	9,779	2,912	11,279	1	,001
[Performance de l'entreprise =A la baisse]	9,236	2,657	12,082	1	,001
[Performance de l'entreprise =Stable]	0 ^a	.	.	0	.
[Taille de l'entreprise= 21-100 employés]	11,579	4,002	8,371	1	,004
[Taille de l'entreprise = entre 100 et 200]	5,225	3,297	2,511	1	,113
[Taille de l'entreprise = entre 200 et 400]	1,955	2,870	,464	1	,496
[Taille de l'entreprise = plus de 400]	0 ^a	.	.	0	.
[Actionnariat Institutionnel=Oui]	1,836	3,801	,233	1	,629
[Actionnariat Institutionnel =Non]	0 ^a	.	.	0	.
[Propriété Managériale=Oui]	1,523	2,611	,340	1	,560
[Propriété Managériale =Non]	0 ^a	.	.	0	.
[Age de l'entreprise=Moins de 5 ans]	-1,728	3,210	,290	1	,590
[Age de l'entreprise =Entre 5 et 10 ans]	-4,928	2,037	5,851	1	,016
[Age de l'entreprise =Entre 11 et 15 ans]	,779	2,011	,150	1	,698
[Age de l'entreprise =Plus de 15 ans]	0 ^a	.	.	0	.
[Secteur d'activité de l'entreprise=Primaire]	11,504	8,050	2,042	1	,153
[Secteur d'activité de l'entreprise =Secondaire]	-1,030	2,330	,196	1	,658
[Secteur d'activité de l'entreprise =Tertiaire]	,996	1,621	,377	1	,539
[Secteur d'activité de l'entreprise =Mixte]	0 ^a	.	.	0	.
[Niveau d'endettement de l'entreprise =Elevé]	-1,443	2,185	,436	1	,509
[Niveau d'endettement de l'entreprise =faible]	2,070	1,691	1,498	1	,221
[Niveau d'endettement de l'entreprise =Stable]	0 ^a	.	.	0	.
[Religion du DG=Catholique]	-3,109	3,892	,638	1	,424
[Religion du DG =Protestant]	-3,931	3,103	1,604	1	,205
[Religion du DG =Musulman]	-4,659	3,786	1,514	1	,219
[Religion du DG =Non Chrétien]	-15,804	5,810	7,398	1	,007
[Religion du DG =Autres]	0 ^a	.	.	0	.
[Situation matrimonial du DG=Marié(e)]	4,767	3,524	1,830	1	,176
[Situation matrimonial du DG =Célibataire]	14,179	5,222	7,371	1	,007
[Situation matrimonial du DG =Veuf/veuve]	0 ^a	.	.	0	.

Chi-Square= 98,713 Sign. 0,000 Cox and Snell=0,746

Nagelkerke=0,802 McFadden=0,513

Source : SPSS 25

Le tableau ci-dessus présente les principaux résultats de notre modèle de régression logistique ordinaire. A côté des odds ratios, le tableau affiche pour chaque variable sa statistique de Wald ainsi que son intervalle de confiance. Les statistiques du Chi 2 de Wald portant sur la nullité du modèle et de MC Fadden relative à la qualité globale du modèle sont significatives. Dès lors on en conclut avec le R-deux de Nagelkerke que les variables recensées pour caractériser les facteurs de contingences et le profil des dirigeants et chef comptable expliquent à hauteur de 80,2% la communication des informations comptables et financières.

À la lecture du tableau ci-dessus, il se dégage un lien positif et significatif entre le type de formation du dirigeant et la communication des ICF. Spécifiquement, les dirigeants ayant suivi une formation en gestion communiquent mieux ICF que ceux n'ayant pas une formation en gestion. Les analyses montrent que l'expérience des dirigeants influence positivement et significativement la communication des ICF. Cette expérience, qu'elle soit de moins de 5 ans, entre 5 et 10 ans et entre 11 et 15 ans influence la communication des ICF contrairement aux dirigeants de plus de 15 ans d'expérience qui, sous l'effet de la routine, peut ne trouver la communication comme un signal envoyé aux différents potentiels investisseurs, malgré la nature de l'économie ou les entreprises disposent d'un comportement de cachoterie et de non ouverture du capital. Globalement, les résultats montrent que la relation entre l'âge du dirigeant et la communication des ICF est négative et significative. En effet, plus l'âge du dirigeant évolue jusqu'à 60 ans, moins sont communiqués les informations comptables et financières, contrairement aux dirigeants qui disposent de plus de 60 ans qui communiquent plus les ICF.

Ces résultats corroborent les analyses de Chapelier (1994, 1997), Michalesco (1998) et pour qui l'effet du dirigeant sur la communication comptable est grande lorsqu'il possède une expérience et a suivi une formation particulière dans le domaine du management. Il se dégage également de l'analyse que le niveau de communication des ICF est forte lorsque le dirigeant est un homme. Sur la question du niveau d'étude du dirigeant, on constate une relation positive et significative avec la communication des ICF. En effet, on constate que sont plus communiqués les informations lorsque les dirigeants disposant d'un niveau d'étude allant du primaire au BACC+3, contrairement à ceux qui disposent d'un Doctorat. Toutefois, on constate qu'il n'existe pas de relation entre le niveau d'étude égale au BACC+5 et la communication des ICF. Moumeni et Fokou (2019) pour leur part trouvent une relation négative entre le niveau d'étude et la communication comptable.

Il se dégage également de l'analyse une relation négative entre l'expérience du chef comptable et le niveau de communication des ICF. D'ailleurs, le niveau de communication est faible lorsque le chef comptable dispose d'au moins 5 ans et entre 5 et 10 ans d'expérience, et ceci contrairement aux chefs comptables de plus de 15 ans d'expérience qui communiquent plus. Les résultats font mention d'un fait nous semble-t-il anormal. En effet, les résultats montrent que lorsque le chef comptable a suivi une formation en gestion, moins il y'a communication dans l'entreprise. Ceci peut découler du temps qui sera mis en œuvre pour les maquillages des comptes, qui est malheureusement une réalité en contexte d'étude. Les analyses font également ressortir un lien positif et significatif entre l'âge du chef comptable et la communication des ICF. En effet, lorsque le chef comptable à au maximum 60 ans, le niveau de communication est fort. Contrairement aux chefs comptables qui ont plus de 60 ans d'âge. La relation entre le niveau d'étude du chef comptable et la communication comptable est variée. En effet, les résultats montrent que le niveau de communication comptable est fort lorsque le chef comptable dispose d'un niveau BACC+3 et est faible lorsque le chef comptable dispose d'un niveau d'étude équivalent au primaire et BACC+5. Les statistiques de l'INS (2016) martèlent d'ailleurs que... « ... *le fait pour un dirigeant d'avoir un diplôme inférieur au BAC accroît la probabilité de décès de l'entreprise de près de 12%, contre 7,5% lorsque le dirigeant à un diplôme équivalent au BTS ou la LICENCE* » (Investir Cameroun du 19 novembre 2019). On note également que le niveau de communication est fort lorsque le chef comptable est un homme. On constate tout de même qu'il existe un lien positif et significatif entre la performance de l'entreprise et la communication comptable.

Que la performance soit à la baisse ou la hausse, l'entreprise adopte un comportement de forte communication comptable contrairement au cas d'une performance stable. En effet, cette forte communication constitue un signal pour les différents acteurs de l'environnement. Ces résultats confirment Singhvi et Desai (1971) et Maulin et Richtermeyer

(2004) pour qui le niveau de communication augmente avec le l'augmente de la performance de l'entreprise. Les résultats de l'analyse montrent également qu'entre la taille de l'entreprise et la communication comptable, existe un lien positif et significatif. En effet, lorsque le nombre d'employés se situe entre 21 et 100, l'entreprise communique plus ses ICF. Il s'agit d'ailleurs du cas d'une moyenne entreprise (INS, 2016). Ces entreprises communiquent fortement pour satisfaire les obligations fiscales. Les résultats de Moumeni et Fokou (2019) se situent dans le même ordre d'idée et sont contraire à Tikire et al (2013). Toutefois, ces résultats sont contraires aux analyses de Oyelere et al (2003) et Xiao et al (2004) pour qui la relation entre les deux variables est inexistante. L'étude martèle l'absence de lien entre la propriété managériale et la propriété institutionnelle et la communication comptable.

L'analyse fait également ressortir le fait selon lequel lorsque l'entreprise est entre la 5^{ème} et la 10^{ème} année de vie, moins elle communique ses ICF contrairement à celle qui a plus de 15 ans d'existence. Les résultats dévoilent tout de même une absence de lien entre le secteur d'activité de l'entreprise et la communication comptable. De plus, le niveau d'endettement, étant d'ailleurs un mécanisme de gouvernance, se trouve ne pas expliquer le niveau de communication des ICF. On constate également le niveau de communication est fort dans les entreprises dont le dirigeant est un non chrétien et est un célibataire.

Le tableau ci-dessous présente la situation de l'ensemble des hypothèses de l'étude.

Hypothèses	Résultat obtenus
<i>H₁ : le type de formation du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₂ : l'expérience du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₃ : l'âge du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₄ : le genre du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₅ : le niveau d'étude du dirigeant a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé partiellement
<i>H₆ : le type de formation du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₇ : l'expérience du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₈ : l'âge du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₉ : le genre du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₁₀ : le niveau d'étude du chef comptable a un effet sur le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₁₁ : la taille de l'entité influence le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₁₂ : la performance de l'entrepris influence le niveau de communication des ICF.</i>	Validé
<i>H₁₃ : la présence de l'actionariat institutionnel influence le niveau de communication des ICF.</i>	Rejeté
<i>H₁₄ : la propriété managériale influence le niveau de communication des ICF.</i>	Rejeté

Source : auteurs

Conclusion

Cet article s'interrogeait au départ sur les facteurs explicatifs de la communication des informations comptables et financières par les entreprises camerounaises. Pour y apporter des éléments de réponses, nous avons procédé en deux phases, la première théorique et la seconde empirique. La première a consisté à parcourir l'essentiel de la littérature sur le sujet des facteurs explicatifs de la diffusion de l'information comptable et financière par les organisations. À cet égard, des auteurs tels que Marchesnay (1991), Cotteret (2000), Moumeni et Fokou (2019) entre autres, mettent le rôle du profil du dirigeant au-devant de la scène, comme facteur déterminant de la diffusion des informations comptables et financières de qualité. Il faut préciser que ces auteurs ne s'accordent pas toujours sur le sens de la relation entre le profil du dirigeant et la communication de l'information comptable et financière. Outre le profil du dirigeant, un pan de la littérature mené par Lang et Lundholm (1993) et Tikire et al. (2013), met en avant le rôle des facteurs contextuels dans la diffusion des informations comptables et financières. Les auteurs mettent en avant le rôle de la taille et de la performance de l'entreprise dans la diffusion des informations comptables de qualité. Enfin, des auteurs tels que Alexiou et al. (2021), Bimeme (2019) ou Lin et Fu (2017), mettent en avant le rôle de la structure de propriété dans la diffusion des informations comptables et financières.

La deuxième phase quant à elle, a consisté à réaliser une étude empirique des facteurs théoriques identifiés précédemment. Pour ce faire, après avoir opéré une analyse granulaire des trois dimensions identifiées dans la littérature, les différents indicateurs que nous avons pu ressortir ont fait l'objet de conception et d'administration d'un questionnaire à 110 entreprises. L'objectif étant de tester des hypothèses issues des trois catégories potentielles de

facteurs explicatifs de la diffusion d'informations sociétales (les facteurs de contingence comportementale, les facteurs de contingence structurelle et la structure de propriété). Nous avons donc mis sur pied un modèle économétrique générique mettant en relation le niveau de communication de l'ICF et les différents facteurs. Un modèle de régression logistique ordinaire nous a permis de vérifier les différentes hypothèses de l'étude. Il en ressort que les différentes hypothèses sont vérifiées et corroborées. Seul le profil du dirigeant présente une hypothèse partiellement validée, il s'agit du niveau d'étude du dirigeant. Ce qui est important à préciser ici est que même si les hypothèses sont corroborées, le sens de la relation entre les variables explicatives et la variable expliquée n'est pas toujours le même. Certains indicateurs ont une influence négative (âge du dirigeant, type de formation du chef comptable, expérience du chef comptable, niveau d'étude du chef comptable, âge de l'entreprise, religion du DG, etc...) ; tandis que d'autres contribuent positivement à la diffusion des informations comptables et financières (voir tableau 1).

Il apparaît donc une difficulté essentielle, relative à la catégorisation des indicateurs selon le sens de l'influence sur la communication des informations comptables et financières. Cette difficulté constitue la principale limite de notre article qui fera l'objet d'une étude plus approfondie dans un futur proche. Comme limite d'ordre méthodologique, nous pouvons déplorer la faiblesse de la taille de notre échantillon définitif limité à 72. Cette limite est due au fait que les entreprises diffusant leur information comptable et financière ne sont pas nombreuses dans notre contexte, car évoluant en contexte hors bourse.

Références bibliographiques

- Adams M. (1997). Ritualism, Opportunism and Corporate Disclosure in New-Zealand Life Insurance Industry: Field Evidence. *Accounting, Auditing and Accountability Journal*, 10(5), 718-734.
- Alexiou, C., Mohamed, A., Nellis, J. (2019). The impact of institutional investors on firms' performance in the context of financialization. *International Journal of Finance & Economics*, 26(1), 290-309. <https://doi.org/10.1002/ijfe.1790>.
- Bagdi A. (2015). Le manager-dirigeant de l'entreprise privée Algérienne : analyse du profil et des pratiques managériales : Cas de quelques entreprises de la région de Bejaia. Mémoire de Master, 249p.
- Ben, A. W. et Bonjenoui, A. (2006). Qualité de la communication d'information comptable et financière au sujet des pratiques de gouvernance d'entreprise : le cas canadien. 5^{ème} Congrès International de Gouvernance, IECS, Strasbourg, France 15-16 mai, 21p.
- Benkraiem, R (2007). L'influence des investisseurs institutionnels sur les stratégies comptables des dirigeants. Working Paper, Communication au 28^{ième} Congrès de l'Association Française de Comptabilité, Poitiers, Mai, 1-24.
- Bertrand F., (2000). Les stratégies de communication financière des grandes sociétés françaises cotées : une étude empirique. Working Paper, n° 569, IAE Aix-en Provence, Centre d'Etudes et de Recherche sur les Organisations et la Gestion.
- Bimeme B. I. (2019). La gouvernance d'entreprise à l'aune de la communication des informations comptables et financières dans les entreprises au Cameroun : rôle de l'actionnariat. *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'audit*, 3(4), 783- 801.
- Blondel C. (2004). La difficile condition de cadre dirigeant. *L'Expansion Management Review*, (113),15-25.
- Chapelier P. (1994). Comptabilités et systèmes d'information du dirigeant de PME : Essai d'observation et d'interprétation des pratiques. Thèse de Doctorat de sciences de Gestion, Université de Montpellier II.
- Chapellier, P. (1997). Profils de dirigeants et données comptables de gestion en PME. *Revue Internationale PME*, 10(1), 1-41.
- Chen J., Liu Q. and Yan Y. (2022). The Impact of Institutional Investors on Firm Performance: Evidence from China. *Advances in Economics, Business and Management Research*, 211, 389-396.
- Cheng C. A et Reitenga, A (2001). Characteristics of Institutional Investors and Discretionary Accruals. Working Paper, University of Houston.
- Chung, R, Firth, M. et Kim, J. B (2002). Institutional Monitoring and Opportunistic Earnings Management. *Journal of Corporate Finance*, 8, 29-48.
- Cotteret J.M. (2000). *La magie du discours*. Ed Michalon.
- Djoutsa W.L., Bimeme B.I. et Sahut J.M. (2014). Impact du statut légal et des mécanismes de gouvernance sur la performance des firmes à utilité sociale : le cas des institutions de microfinance au Cameroun. *Revue Interdisciplinaire Management, Homme(s) & Entreprise*, (12), 62-80.

- Ettredge M., Richardson V.J. et Scolz S., (2002). Dissemination of Information for Investors at Corporate Web Sites. *Journal of Accounting and Public Policy*, 21, 357-369.
- Feudjo J. R. et Tchankam J.P (2012). Les déterminants de la structure financière : Comment expliquer le paradoxe de l'insolvabilité et de l'endettement des PMI au Cameroun ? *Revue internationale P.M.E.*, 25(2).
- Feudjo J. R. (2009). Gouvernance, structure de propriété et performance des entreprises familiales : le cas du Cameroun. *Revue Française de Gouvernance d'Entreprise*, (6).
- Foka T. A. G., Ananga A. O., Ateumo E. G. and Monta M. N. (2023). Impacts de l'audit externe et de l'audit interne sur la nonconformité des états comptables et financiers au Cameroun. *Revue Internationale des Sciences de l'Organisation*, 2(15), 61-94.
- Foka, T. A. G., Hikouatcha, K. P. D., Mbaduet, J. F., & Ndassi Y. J. (2018). Qualité d'audit, concentration de l'actionariat et reporting financier : une étude auprès des préparateurs des comptes aux Cameroun. *Journal of Academic Finance*, 9(1), 29-39.
- Forker, J.J (1992). Corporate governance and disclosure quality. *Accounting and Business Research*, 22(86), 111-124.
- Fossung F. M. and Magang W. S. L., (2019). External Audit and Quality of Accounting and Financial Information in Cameroon Companies. *European Journal of Accounting, Auditing and Finance Research*, 7(3), 55-72.
- Foster G., (1986). *Financial statement analysis*. Prentice Hall, Englewood Cliffs, USA.
- Gélard G., (2009). L'information comptable : Pour quoi, Pour qui ? *Revue Française de Comptabilité*, 4.
- Grossman S. et Hart O. (1980). Disclosure Laws and Takeover Bids », *Journal of Finance*, 1(35), 323-334.
- Gueguen. G (2010). Persistance des caractéristiques initiales du dirigeant et croissance de la PME. 10^{ème} Conférence Internationale Francophone en Entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Bordeaux, France, 18p.
- Holmes S. et Nicholls D. (1988). An Analysis of the Use of Accounting Information by Australian Small Business. *Journal of Small Business Management*, 57-68.
- Hong N. T. H. & Linh T. K. (2023). Institutional investors, corporate governance and firm performance in an emerging market: evidence from Vietnam. *Cogent Economics & Finance*, 11(1), 1-20. DOI:10.1080/23322039.2022.2159735.
- INS (2009). *Recensement Général des Entreprises 2009*. Document de Synthèse de l'Institut National de la Statistique du Cameroun.
- INS, (2016). *Recensement Général des Entreprises 2016*. Document de Synthèse de l'Institut National de la Statistique du Cameroun.
- Jensen, M. et Meckling, W. (1976). Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Cost and Ownership Structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
- Kaszniak R., Johnson M. F. et Nelson K. K. (2001). The impact of securities litigation reform on the disclosure of forward-looking information by high technology firms. *Journal of Accounting Research*, 39(2), 297-327.
- Kueda W. B., Ngassa M. and Omenguele G. R., (2020). External Audit, Institutional Ownership and Quality of Accounting Information in Cameroon. *Journal of Economics and Management Sciences*, 2(1), 189-211
- Lang, M., et Lundholm, R. (1993). Cross Sectional Determinants of Analyst Rating of Corporate Disclosures. *Journal of Accounting Research*, 31(2), 246-271
- Lawrence, P. R. et Lorsch, J. W. (1967). Differentiation and Integration in Complex Organizations. *Administrative Science Quarterly*, 12(1), 1-30.
- Leland. H et Pyle. D (1977). Informational Asymmetries, Financial structure and Financial Intermediation. *The Journal of Finance*, XXXII(2), 26-32.
- Lin Y. R., Fu X. M., (2017). Does institutional ownership influence firm performance? Evidence from China. *International Review of Economics and Finance*, 49, 17-57. <http://dx.doi.org/10.1016/j.iref.2017.01.021>
- Marchesnay. M (1991). La PME : une gestion spécifique. *Economie Rurale*, (206), 11-17.
- Marsal C. et Bouaiss K. (2007). Les mécanismes internes de gouvernance dans les banques : Un état de l'art. Congrès International de l'AFFI "Ethique et Gouvernance", Bordeaux.
- Mauldin E. et Richtermeyer S. (2004). An analysis of ERP Annual Report Disclosure. *International Journal of Accounting Information Systems*, 5(4), 395-416.
- Michaïlesco C., (1998). Contribution à l'étude des déterminants de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises françaises. Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Paris Dauphine.

- Miller, G. S. et Piotroski, J. D., (2000). Forward-looking Earnings Statements: Determinants and Market Response. Working paper, University of Chicago et Harvard Business School.
- Mishari M. and Alfraih, (2017). Does Ownership Structure Affect the Quality of Auditor Pair Composition? *Journal of Financial Reporting and Accounting*, 15(2), 1-30. doi: 10.1108/JFRA-08-2015-0076.
- Mitsuru M. and Hajime S. (2015). The Influence of Institutional Investors on Corporate Governance and Firm Performance: Evidence from Japan. *Kindai Management Review*, 3, 75-89.
- Moumeni. Y et Fokou. B (2019). Production et utilisation des informations comptables dans les entreprises familiales au Cameroun. *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'audit*, 4(3), 707-726.
- Ndjambou R. et Sassine M. (2014). Etude de la relation entre profil du dirigeant, culture et performance des PME gabonaises : clarification des compétences et de la vision. *La Revue Gestion et Organisation*, 6, 7-19.
- Ngassa M. et Kueda W. B., (2019). La pertinence de l'information comptable dans les PME camerounaises : une étude de la perception des managers. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, (2), 486-508.
- Ngongang, (2007). Analyse des facteurs déterminants du système d'information comptable et des pratiques comptables des PME tchadiennes. *La Revue des Sciences de Gestion*, (224-225), 49-57.
- Nguena C. L., (2013). Déficit de financement des PME au Cameroun : A qui la faute ? AAYE Policy Research Working Paper series, (12).
- Oyelere P., Laswad F. et Fisher R. (2003). Determinants of Internet financial reporting by New Zealand companies. *Journal of International Financial Management and Accounting*, 14(1), 26-63.
- Raffournier B., (1995). The determinants of Voluntary Financial Disclosure by Swiss Listed Companies. *European Accounting Review*, 4(2), 261-280.
- Raffournier, B. (1991). The Extent of Disclosure in Annual Reports in a Weakly Regulated Country: The Case of Switzerland. Paper presented at the 14th EAA Congress, Maastricht.
- Ross. S (1977). The Signalling Approach: Discussion. *Journal of Finance*, 32(2), 412-415.
- Sangue, F.R. (2011). L'efficacité de la structure de contrôle des entreprises Camerounaises. Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion, Université de France Comté IAE, 430p.
- Schatt, A, (2001). Quel avenir pour l'information comptable. Université de Franche-Comté.
- Singhvi S.S. et Desai H.B., (1971). An Empirical Analysis of the Quality of Corporate Financial Disclosure. *The Accounting Review*, 46(1), 129-138.
- Tikire, O. Feudjo, J. R. & Kaoutoing, S. (2013). Les déterminants du délai de publication des états financiers annuels : une étude empirique au Cameroun, *Revue Gestion et organisation*, 96-102.
- Woodward J. (1965). *Industrial Organization: Theory and Practice*. Londres, Oxford University Press.
- Xiao J. Z., Yang H., and Chow C. W. (2004). The determinants and Characteristics of Voluntary Internet-Based Disclosures by Listed Chinese Companies. *Journal of Accounting and Public Policy*, 23, 191-225.
- Zéghal D., Marrakchi S. et Makni Fourati Y. (2005). Impact de la structure de propriété et de l'endettement sur les caractéristiques du conseil d'administration : étude empirique dans le contexte d'un pays émergent. 3rd International Finance Conference, IFC3, 3-5 March, Hammamet, Tunisia.